



# Règlement de service

## Réseau de chaleur et de froid Paris-Saclay

---

### TYPE DE DOCUMENT

Règlement de service du réseau de chaleur et de froid

### VERSION

**Version** du pré-CA du 20 octobre 2016

---



<b>CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE LA CHALEUR ET DU FROID</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE II CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE</b>	<b>7</b>
5.1. Installations primaires	7
5.2. Conditions de livraison de l'énergie	7
5.3. Installations secondaires	8
<b>ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE</b>	<b>9</b>
6.1. Travaux d'entretien courant	9
6.2. Causes légitimes	9
6.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension	9
<b>ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE</b>	<b>9</b>
7.1. Arrêts d'urgence	9
7.2. Autres cas d'interruption de fourniture	10
7.3. Limite d'obligation du respect des températures et des puissances chauffage	10
7.4. Accès aux informations issu de la GTC/GTB de l'abonné.	10
<b>ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DE LA SOUS-STATION TECHNIQUE PRENEUR</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES</b>	<b>11</b>
9.1. Compteurs d'énergie	11
9.2. Contrôles	11
<b>ARTICLE 10. PUISSANCES SOUSCRITES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11. DIMINUTION DES PUISSANCES SOUSCRITES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12. AUGMENTATION DES PUISSANCES SOUSCRITES</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13. ESSAIS CONTRADICTOIRES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES</b>	<b>16</b>



<b>CHAPITRE III ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15. DEMANDE D'ABONNEMENT</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16. CONDITIONS FINANCIERES DU RACCORDEMENT</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18. TARIFICATION</b>	<b>19</b>
18.1. R1	19
18.2. R2	20
18.3. R23	21
18.4. R24	21
<b>ARTICLE 19. INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES</b>	<b>21</b>
19.1. R1	21
19.1.1. Révision du prix du gaz	22
19.1.2. Révision du prix de l'électricité	23
19.2. Elément tarifaire fixe R2	24
19.2.1. R21 + R22	24
19.2.2. R23	24
19.2.3. R24	25
<b>ARTICLE 20. REMUNERATION POUR SERVICES AU RESEAU</b>	<b>25</b>
<b>CHAPITRE IV MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DUES</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 21. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT</b>	<b>26</b>
21.1. Facturation	26
21.2. Conditions de paiement	26
21.3. Réduction de la facturation	27
<b>ARTICLE 22. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE</b>	<b>27</b>
<b>CHAPITRE V DISPOSITIONS D'APPLICATION</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 23. DATE D'APPLICATION</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 24. MODIFICATION DU REGLEMENT</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 25. Autorité compétente en cas de litige</b>	<b>28</b>



## **CHAPITRE I**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT**

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis les signataires d'une Police d'abonnement, désigné ci-après par "l'Abonné", au service public de production, de distribution et d'échange de chaleur et de froid de Paris Saclay (ci-après le Réseau) opéré par un opérateur désigné ci-après par "l'Exploitant",

La distribution de chaleur et de froid pour les bâtiments raccordés accueillant des équipements industriels, de recherche et/ou des dispositifs innovants pourra faire l'objet de conditions et de modalités particulières, y compris tarifaires, qui seront définies dans la Police d'abonnement.

Le règlement du service est remis à l'Abonné lors de la conclusion de la signature de la Police d'abonnement et réputé annexé à la dite Police d'abonnement.

#### **ARTICLE 2. PRINCIPES GENERAUX DU SERVICE ET DEFINITIONS**

L'Exploitant est chargé d'exploiter le service de production, de transport, de distribution et d'échange de chaleur et de froid. Il assure la construction, la gestion et l'exploitation des ouvrages y afférents et, en conséquence, la sécurité, le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement de ces ouvrages. Les ouvrages du service, appelés aussi installations primaires comprennent :

- les ouvrages de production de chaleur et de froid,
- les ouvrages de transport et de distribution comportant :

- a) le réseau de distribution publique ;
- b) le branchement depuis le réseau jusqu'à la sous-station technique preneur (SSTP) ;
- c) la SSTP, avec ses vannes d'isolement et régulation, jusque et y compris les vannes de sortie de SSTP après l'échangeur réseau ;
- d) les dispositifs de comptage de l'énergie calorifique et de l'énergie frigorifique livrées.

Les ouvrages c et d sont établis dans un local, appelé sous-station technique preneur (SSTP) qui est mis gratuitement à la disposition du service par l'Abonné.

Les installations d'utilisation ou de répartition de la chaleur appelées aussi installations secondaires, ne font pas partie des ouvrages du service. Elles sont établies et entretenues par l'Abonné et à sa charge. L'Exploitant peut contrôler sur plan et sur place, et sans que sa responsabilité soit engagée, la réalisation de tous les éléments en contact avec le fluide primaire. Il peut refuser le raccordement ou la mise en service en cas de non-conformité avec la réglementation, avec les règles et normes notamment de sécurité, préalablement portées à la connaissance de l'Abonné.



### ARTICLE 3. MODALITES DE FOURNITURE DE LA CHALEUR ET DU FROID

Tout Constructeur ou futur Abonné désireux d'être alimenté en chaleur ou en froid doit formuler une demande de raccordement auprès de l'Exploitant.

En signant la Police d'abonnement, l'Abonné est soumis aux dispositions du présent règlement et aux modifications ultérieures qui pourraient lui être apportées selon la procédure prévue à l'ARTICLE 24 ci-après. Le présent règlement est annexé à la Police d'abonnement.

### ARTICLE 4. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

L'Exploitant est tenu de fournir, aux conditions du présent règlement de service à l'Abonné qui accepte, l'énergie nécessaire à l'alimentation de l'installation désignée dans la Police d'abonnement, dans la limite de la puissance souscrite, aux conditions particulières définies dans ladite Police, hormis pendant la durée de l'arrêt technique annuel prévu à l'0.

- Chaleur pour le chauffage : la disponibilité pour le chauffage est de 100% pendant la saison de chauffe. A défaut de conditions particulières précisées dans la Police d'abonnement, la saison de chauffe est définie du 1<sup>er</sup> octobre au 20 mai. Les travaux programmables d'entretien des appareils (le cas échéant) sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale 2 jours, et dont les dates sont choisies en accord avec l'Abonné et l'Exploitant en dehors de la période de chauffe.
- Chaleur pour l'Eau chaude sanitaire (ECS) : la disponibilité de la chaleur pour l'ECS est de 100% du temps en dehors des plages de maintenance programmées annuelles autorisées. Les travaux programmables d'entretien des appareils (le cas échéant) sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de 2 jours, et dont les dates sont choisies en accord avec l'Abonné et l'Exploitant.
- Froid : La disponibilité pour le froid est de 100% pendant la saison de réfrigération. A défaut de conditions particulières précisées dans la Police d'abonnement, la saison de réfrigération est définie du 15 avril au 15 octobre. Les travaux programmables d'entretien des appareils (le cas échéant) sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale 2 jours, et dont les dates sont choisies en accord avec l'Abonné et l'Exploitant en dehors de la saison de réfrigération.

Est considéré comme retard de fourniture : le défaut pendant plus d'une journée, de remise en route de la distribution de chaleur et de froid à un ou plusieurs postes de livraison au début ou en cours de la saison de chauffage ou de réfrigération

Est considérée comme interruption de fourniture : l'absence constatée pendant une heure ou plus de la fourniture de chaleur et de froid à une SSTP ainsi que toute insuffisance de la fourniture de chaleur et de froid ne permettant de satisfaire, pendant une heure ou plus, que moins de 50 % de la puissance nécessaire, à condition bien entendu que les besoins ne soient pas satisfaits.



Est considérée comme insuffisance de fourniture : le fait de ne disposer à une SSTP, pendant une heure ou plus, que d'une puissance comprise entre 50 et 95 % de la puissance souscrite telle que celle-ci est fixée dans la Police d'Abonnement au réseau de chaleur et de froid. Toutefois, la fourniture ne sera pas considérée comme insuffisante si, compte tenu de la température extérieure, les besoins sont inférieurs aux puissances fournies, en particulier, si une règle de correspondance avec la température extérieure est fixée et si, cette règle est observée.

Le système de supervision des compteurs d'énergie en SSTP permettra à l'Exploitant d'être alerté sur le dysfonctionnement d'une SSTP. Ce dispositif sera actualisé dans un souci de maintien de performance.

Les Abonnés concernés par un retard, une insuffisance ou une interruption de fourniture seront informés par l'Exploitant.

Version du pré-CA du 20 octobre 2016



## CHAPITRE II

### CONDITIONS DE LIVRAISON DE L'ENERGIE

#### ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES DE LIVRAISON DE L'ENERGIE CALORIFIQUE

##### 5.1. Installations primaires

La chaleur et le froid sont obtenus par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont l'Exploitant est responsable, et le fluide alimentant les installations des Abonnés dit fluide secondaire, dont l'Abonné est responsable.

Les températures des fluides primaires sont données à titre indicatif et ne sont pas contractuelles.

Fluide primaire pour la production de chaleur :

- entrée échangeur 63°C
- sortie échangeur 48°C

Fluide primaire pour la production de froid :

- entrée échangeur 6°C
- sortie échangeur 11°C

##### 5.2. Conditions de livraison de l'énergie

**La chaleur pour le chauffage** est livrée dans les conditions suivantes aux bornes de l'échangeur, le réseau et le fluide secondaire étant à la charge de l'Abonné :

Fluide secondaire (à la charge de l'Abonné) :

- sortie échangeur : 55°C
- entrée échangeur (température de retour) : entre 35°C et 45°C (maximum)

**La chaleur pour l'eau chaude sanitaire (ECS)** est livrée dans les conditions suivantes aux bornes de l'échangeur ECS, la production de l'ECS et sa distribution étant à la charge de l'Abonné :

Fluide secondaire (à la charge de l'Abonné) :

- sortie échangeur ECS : 60°C
- entrée échangeur ECS : de 10°C à 60°C ;

NB : La production et l'intégralité du circuit secondaire est à la charge de l'abonné, et notamment la fourniture et le traitement de l'Eau de ville servant à la production de l'eau chaude sanitaire.



**Le froid** est livré dans les conditions suivantes aux bornes de l'échangeur, le réseau et le fluide secondaire étant à la charge de l'Abonné :

Fluide secondaire (à la charge de l'Abonné) :

- sortie échangeur : 7°C
- entrée échangeur : 12°C (minimum)

**Nota** : Lorsque des fournitures différentes ou d'autres natures sont envisagées, elles sont précisées aux conditions techniques particulières figurant dans la Police d'abonnement, qui mentionnent également les nouveaux prix résultant des dispositions adoptées, c'est notamment le cas pour les bâtiments raccordés accueillant des équipements industriels, de recherche et/ou des dispositifs innovants

### 5.3. Installations secondaires

A partir du point de livraison, les installations sont dites "secondaires" et sont la propriété de l'Abonné. Elles sont réalisées, exploitées et entretenues par celui-ci, à ses frais et sous sa responsabilité. Elles doivent être construites suivant les règles de l'art et répondre aux normes de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucune façon risquer d'être une cause de trouble ou de danger pour le fonctionnement du primaire.

Les conditions limites du circuit secondaire sont définies dans la Police d'abonnement.

L'Exploitant est habilité à s'assurer qu'il en est bien ainsi et à subordonner la fourniture de fluide aux mises en ordre éventuellement nécessaires pour faire cesser les causes de danger ou de perturbation. L'Abonné déclare, à ce sujet, avoir souscrit une Police d'assurances garantissant sa responsabilité civile du fait des installations secondaires et de leur exploitation.

Les installations secondaires de chauffage doivent fonctionner avec un différentiel minimal de 10°C entre le départ et le retour (aller à 55°C, retour inférieur à 45°C).

Les installations secondaires de froid doivent fonctionner avec un différentiel minimal de 5°C entre le départ et le retour (aller à 7°C, retour supérieur 12°C).

L'Abonné est responsable de la tenue des régimes de températures des fluides secondaires indiqués précédemment. En cas de dégradation des différentiels de températures des circuits secondaires au-delà de ces régimes et dans le cas où cela mettrait en cause la qualité du service pour les autres abonnés, l'Exploitant pourra brider l'Abonné en volume ou en énergie, sans que cela soit considéré comme une interruption ou une insuffisance de fourniture.





## **ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES DU SERVICE**

### **6.1. Travaux d'entretien courant**

Ces travaux sont exécutés, tant que possible, en dehors des saisons de chauffage et de réfrigération telles que définies dans la Police d'abonnement ou à défaut dans le présent document ou, par dérogation, pendant ces périodes à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des Abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de deux (2) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque Abonné, avec un préavis minimal de trente (30) jours.

Les dates seront déterminées après discussion et en accord avec l'Exploitant à minima trois mois avant la date prévisionnelle de coupure.

### **6.2. Causes légitimes**

L'Exploitant est exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas d'arrêt du service dans le cas d'un événement extérieur présentant les caractéristiques de la force majeure. .

### **6.3. Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension**

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés tant que possible en dehors des saisons de chauffe et de réfrigération telles que définies dans les PPolicies d'abonnement ou à défaut dans le présent règlement et en une seule fois, si possible. Ces travaux seront réalisés de manière à perturber au minimum le service pour les Abonnés.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par l'Exploitant après information des Abonnés, quelle que soit la durée de l'interruption. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à trois (3) jours ouvrables au maximum sur un exercice et pour un même Abonné. Les dates sont communiquées aux Abonnés avec un préavis minimal de trente (30) jours, et par avis collectif aux usagers concernés avec un préavis minimal d'une (1) semaine.

## **ARTICLE 7. CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE**

### **7.1. Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, l'Exploitant doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai les Abonnés concernés.

L'Exploitant s'engage, en cas d'interruption totale de fourniture, telle qu'une rupture du réseau nécessitant une intervention prolongée (supérieure à quarante-huit (48) heures) conduisant à



ne pas pouvoir desservir un ou plusieurs Abonnés pendant cette période, à mettre en œuvre une solution pour fournir de l'énergie aux dits Abonnés.

Pour les bâtiments raccordés accueillant des équipements industriels, de recherche et/ou des dispositifs innovants, l'Exploitant pourra proposer à l'Abonné une garantie de continuité de service dont les conditions seront définies dans la Police d'abonnement.

## **7.2. Autres cas d'interruption de fourniture**

L'Exploitant a le droit de suspendre la fourniture de chaleur à tout Abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages du service impactant les conditions de fourniture d'énergie aux autres abonnés ou impactant la performance globale sur système. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde mais doit prévenir immédiatement l'Abonné.

Le cas échéant, l'exploitant établira un rapport détaillé à l'abonné dont la fourniture a été suspendue.

## **7.3. Limite d'obligation du respect des températures et des puissances chauffage**

Dans le cas où la température extérieure s'abaisserait au-dessous de la température extérieure de base, l'exploitant assure le meilleur chauffage compatible avec la puissance des installations et leur sécurité de marche. L'exploitant se réserve le droit de faire contrôler, le cas échéant, par un organisme de son choix, que le régime maximum des installations est effectivement atteint. La température extérieure de base est de - 7°C relevée à la station météorologique d'Orly.

## **7.4. Accès aux informations issu de la GTC/GTB de l'abonné.**

Dans l'objectif d'une gestion optimale du réseau de chaleur et de froid, l'Abonné mettra à disposition de l'Exploitant certaines informations issues de sa GTC/GTB. Ces points seront définis en accord avec l'Exploitant et l'Abonné et figureront dans la Police d'abonnement.

L'abonné pourra à tout moment interrompre la fourniture de ces informations.

# **ARTICLE 8. CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT ET DE LA SOUS-STATION TECHNIQUE PRENEUR**

Branchement : le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage, de production d'ECS et de froid d'un Abonné sont raccordées à des canalisations de distribution publique. Il est délimité, côté Abonné à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau. Il est entretenu et renouvelé par l'Exploitant à ses frais.

Sous-station technique preneur ou SSTP: les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'Abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, comptage, échangeur jusqu'aux brides secondaires comprises) sont établis, entretenus et renouvelés par l'Exploitant dans les mêmes conditions que les branchements. Un schéma des limites de prestations entre l'Abonné et l'Exploitant sera joint à la Police



d'abonnement. Le local « SSTP » devra être conforme aux règles en vigueur. L'Abonné doit maintenir ce local à disposition de l'Exploitant et en assurer l'entretien limité au clos et couvert, ainsi que des évacuations d'eau.

**Remarques :** il arrive qu'un organe situé en amont de l'échangeur soit utilisé partiellement ou totalement par l'Abonné (ou réciproquement, un organe situé en aval, utilisé par l'Exploitant) ; les dispositions particulières d'exploitation, et notamment, les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la Police d'Abonnement.

## **ARTICLE 9. MESURES ET CONTRÔLES**

### **9.1. Compteurs d'énergie**

Les quantités de chaleur et de froid consommées, les volumes échangés par l'Abonné, ainsi que les puissances instantanées sous lesquelles ces énergies sont fournies, sont mesurées par des compteurs. Les compteurs d'énergie et de volume sont posés sur les canalisations de retour des circuits primaires dans la SSTP. Les compteurs et appareils de mesure sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par l'Exploitant. Ils sont « plombés » par les fabricants de compteurs.

En cas de modification de la puissance souscrite, les compteurs devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés par d'autres compteurs de calibre et de type convenables. Ces travaux et fournitures seront à la charge de l'Abonné.

L'Exploitant procédera à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le jugera utile, sans frais pour l'Abonné. Au minimum, l'Exploitant réalisera un contrôle tous les ans de l'intégrateur et des sondes et tous les cinq ans pour le mesureur, contrôles qui devront donner lieu à l'établissement d'un certificat par un organisme agréé qui pourront être transmis à l'Abonné sur demande écrite. L'Abonné aura toujours le droit de demander la vérification des compteurs suivant les principes définis ci-dessous.

### **9.2. Contrôles**

Le contrôle des compteurs d'énergie sera effectué suivant la norme NF EN 1434 pour laquelle le fournisseur fournira à l'Exploitant le certificat de contrôle initial. Le contrôle du bon fonctionnement des compteurs est réalisé par le fournisseur à la charge de l'Exploitant tous les ans.

En cas d'une demande de contrôle émise par l'Abonné, les frais de la vérification sont à la charge de l'Abonné, si le compteur est reconnu comme fonctionnant dans les limites de la tolérance indiquée par le Constructeur. Ils sont à la charge de l'Exploitant dans le cas contraire. S'il était révélé que le compteur donnait des indications erronées, en dehors d'une tolérance de + ou - 5% par rapport à la consommation de référence, l'Exploitant remplacera ces indications par 80% des valeurs suivantes :



### **Chaleur pour le chauffage:**

Sauf stipulation contraire, mentionnée dans la Police d'abonnement, par une consommation théorique (MWh) calculée selon la formule suivante :

$$Cce = Ccr \times Dju \text{ chauff} / DjuR \text{ chauff}$$

Formule dans laquelle :

Cce = Consommation de chauffage estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.

Ccr = Consommation de chauffage de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

DjuR chauff = Nombre de degrés jour chauffage unifiés publiés par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station d'Orly pour la période de référence ci-dessus.

Dju chauff = Nombre de degrés jour chauffage unifiés publiés par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station d'Orly pour la période estimée.

Par un volume chauffage théorique (m3) calculé selon la formule suivante :

$$Vce = Vcr \times Dju \text{ chauff} / DjuR \text{ chauff}$$

Formule dans laquelle :

Vce = Volume chauffage (exprimé en m3) estimé pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.

Vcr = Volume chauffage (exprimé en m3) de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de chauffage dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de chauffage précédente si la saison de chauffage ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

DjuR chauff et Dju chauff comme défini précédemment.

Ces formules de mesure de consommation seront appliquées jusqu'à la remise en état du compteur.



### **Chaleur pour l'Eau chaude sanitaire**

Par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec une période jugée équivalente. En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente sera établie.

### **Froid confort ou climatisation**

Sauf stipulation contraire, mentionnée dans la Police d'abonnement, par une consommation théorique (MWh) calculée selon la formule suivante :

$$Cfe = Cfr \times Dju \text{ clim} / DjuR \text{ clim}$$

Formule dans laquelle :

Cfe = Consommation de froid estimée pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.

Cfr = Consommation de froid de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de froid dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de froid précédente si la saison de froid ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

DjuR clim = Nombre de degrés jour climatisation unifiés publiés par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station d'Orly pour la période de référence ci-dessus.

Dju chauff = Nombre de degrés jour climatisation unifiés publiés par le COSTIC (Comité Scientifique et Technique des Industries Climatiques) pour la Station d'Orly pour la période estimée.

Par un volume de froid théorique (m3) calculé selon la formule suivante :

$$Vfe = Vfr \times Dju \text{ clim} / DjuR \text{ clim}$$

Formule dans laquelle :

Vce = Volume froid (exprimé en m3) estimé pour la période où les consommations n'auront pu être retenues.

Vcr = Volume froid (exprimé en m3) de référence précédente où les indications du compteur ont été reconnues exactes. Cette référence sera la saison de froid dans le cas où le compteur n'aurait pas été reconnu défaillant ou le même mois de la saison de froid précédente si la saison de froid ne peut être prise en compte. S'il n'y a pas de référence précédente, le premier mois entier suivant la remise en état du compteur sera pris en compte.

DjuR clim et Dju clim comme défini précédemment.

Ces formules de mesure de consommation seront appliquées jusqu'à la remise en état du compteur.



### **Froid process**

Etant spécifique à chacun des Abonnés, les modalités de calcul de la consommation théorique de froid process sont définies dans la Police d'abonnement.

## **ARTICLE 10. PUISSANCES SOUSCRITES**

Les différentes puissances souscrites lors du raccordement sont précisées dans la Police d'abonnement. Pour chacun des différents usages, cette puissance souscrite initiale,  $P_i$  est définie comme étant la puissance maximale que l'Exploitant est tenu de mettre à la disposition de l'Abonné :

- Chaleur pour le chauffage ;
- Chaleur pour l'eau chaude sanitaire ;
- Froid.

Ces puissances souscrites initiales sont exprimées en kW.

## **ARTICLE 11. DIMINUTION DES PUISSANCES SOUSCRITES**

Pendant la durée de la Police d'abonnement, à compter d'une échéance fixée dans la Police d'abonnement et ne pouvant être antérieure à 5 ans après l'entrée en vigueur de l'abonnement, l'Abonné peut demander une diminution des puissances souscrites, dans les limites d'une fraction de la puissance initialement souscrite définie dans la Police d'abonnement en fonction des usages du bâtiment et de l'existence ou non d'installations autonomes de secours ou de pointe.

Avant chaque échéance de renouvellement de la Police d'abonnement, l'Abonné peut demander une diminution des puissances souscrites applicable à partir du renouvellement.

Pour bénéficier d'une diminution de la puissance souscrite, l'Abonné adresse une demande motivée à l'Exploitant.

## **ARTICLE 12. AUGMENTATION DES PUISSANCES SOUSCRITES**

Lorsque la puissance souscrite modifiée à la demande de l'Abonné est supérieure à la puissance initiale de raccordement, l'Abonné devra financer cette augmentation de puissance selon les modalités définies à l'ARTICLE 16. Dans l'hypothèse où la puissance souscrite modifiée à la demande de l'Abonné est supérieure à la limite technique des équipements



installés dans la SSTP, tous les travaux afférents à cette modification seront à la charge de l'Abonné.

En cas de demande supérieure à la puissance initiale de raccordement, l'Exploitant se réserve le droit d'accepter ou non la demande, en fonction des capacités de ses installations. Cette décision devra être motivée par l'Exploitant.

L'Exploitant fera son possible pour trouver une solution qui satisfasse les nouveaux besoins. Dans le cas où le réseau ne peut pas assurer les nouveaux besoins, l'Abonné est tenu de maintenir son raccordement au réseau de chaleur sur la base de la puissance souscrite initiale. Il met en place en parallèle une solution permettant d'assurer le complément de besoin. En cas de non coexistence possible de la solution réseau de chaleur et de la solution complémentaire, motivée par une étude et un rapport circonstancié à la charge de l'Abonné et soumise à l'avis de l'Exploitant, l'Abonné résilie sa Police d'abonnement selon les modalités définies à l'ARTICLE 17.

### **ARTICLE 13. ESSAIS CONTRADICTOIRES**

Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'Abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite, ou s'il désire diminuer cette puissance;
- par l'Exploitant, s'il estime que l'Abonné appelle davantage que la puissance souscrite.
- Pour cet essai, les relevés GTC enregistrant les puissances instantanées délivrées à l'Abonné seront étudiés sur une période fixée au préalable avec ce dernier.

Pour les vérifications à la demande de l'Abonné : si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la Police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'Abonné et il lui appartient, s'il le désire, soit de modifier l'équipement de sa SSTP soit de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge de l'Exploitant, qui doit rendre la livraison conforme.

Pour les vérifications à la demande de l'Exploitant : si la puissance ainsi déterminée est supérieure à la puissance souscrite les frais de l'essai sont à la charge de l'Abonné et l'Exploitant peut demander :

- Soit que l'Abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
- Soit qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge de l'Exploitant.



## ARTICLE 14. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ABONNES

### Local sous-station

La SSTP est mise gratuitement à la disposition de l'Exploitant par l'Abonné qui en assure en permanence le clos et le couvert.

L'Abonné doit garantir à l'Exploitant un accès en permanence au local sous-station 24h/24h et 7j/7j et notamment aux compteurs, vannes de branchement et échangeurs.

L'Abonné doit prendre l'ensemble des dispositions pour assurer la sécurité et la sûreté des installations de l'Exploitant.

### Installations secondaires sous la responsabilité de l'Abonné

L'Abonné a la charge et la responsabilité de ses propres installations, dites secondaires, : distribution de chauffage, ECS et rafraîchissement depuis les vannes laissées en attente par l'Exploitant, expansion/maintien de pression et traitement d'eau des réseaux secondaires de chauffage et de rafraîchissement, traitement d'eau du réseau ECS, vannes d'équilibrage et de régulation et sous-comptages éventuels sur les différents départs en aval des points de livraison, robinetteries, appareils de contrôle, de régulation et de sécurité, vase d'expansion, appareillages d'émission calorifique, etc.

Ces équipements « secondaires » sont exécutés en respectant les normes de sécurité, les DTU, ainsi que la législation en vigueur, et plus particulièrement, à tous les textes pouvant intervenir pour l'utilisation rationnelle des ressources.

En outre, l'Abonné assure à ses frais et sous sa responsabilité :

- le fonctionnement, l'entretien, le renouvellement et la mise en conformité de ses installations;
- la fourniture de l'électricité nécessaire au fonctionnement et à l'éclairage de la SSTP et au fonctionnement des installations de l'Exploitant (inférieure à 10 kW) ;
- la prévention de la corrosion et de l'entartrage dus aux fluides secondaires lorsque ceux-ci sont séparés du fluide primaire par un échangeur, conformément à l'avis technique C.S.T.B. n° 14/93-346 (notamment de l'eau adoucie pour éviter l'entartrage et un inhibiteur de corrosion) ; l'Exploitant peut demander à l'Abonné la réparation des dommages qui trouveraient leur origine dans le fluide secondaire des dits échangeurs ;
- dans les bâtiments, le réglage, le contrôle, la sécurité ainsi que la conduite et l'entretien complet des installations secondaires.

L'Abonné assume les risques qui découlent des activités ci-dessus. Toute utilisation directe ou puisage du fluide primaire est formellement interdite.

Lorsque les corrosions et/ou désordres, quelles qu'en soient la nature et les causes, se révèlent, notamment, sur les échangeurs, il est d'ores et déjà convenu que :

- Si l'origine de ces désordres provient des installations primaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'Exploitant.





- Si l'origine de ces désordres provient des installations secondaires, les réparations et/ou remplacements sont pris en charge par l'Abonné.

D'une manière générale, l'Abonné s'assure que le réglage et le fonctionnement de ses installations ne perturbe pas le fonctionnement du primaire.

L'Exploitant est autorisé à vérifier, à toute époque et sans préavis, les installations de l'Abonné, sans qu'il encoure de ce fait une responsabilité quelconque en cas de défectuosité de ces installations, cette vérification étant opérée dans le seul intérêt du réseau.

En cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toutes causes de danger ou de trouble dans le fonctionnement du réseau, la décision finale est prise par l'Exploitant.

L'Abonné et l'Exploitant sont respectivement responsables de tous les actes exécutés par leur personnel dans la SSTP. Il est spécifié que l'Abonné s'interdit toute manœuvre ou toute intervention sur le matériel de l'Exploitant, sauf en cas de risque d'accident ou en cas de convention expresse particulière.

La responsabilité de l'Abonné vis-à-vis de l'Exploitant peut être engagée à propos des incidents si les mesures prises dans le but de les prévenir ne sont pas conformes aux indications fournies ou aux prescriptions arrêtées par l'Exploitant.

L'Exploitant est responsable des désordres dans les installations intérieures de l'Abonné, qui pourraient être provoqués par ses manœuvres ou négligences, et notamment des dommages qui pourraient résulter de l'ébullition du fluide secondaire, sauf dans le cas où ces dommages seraient dus à une défectuosité des installations secondaires ou à une négligence de l'Abonné.

Si l'Exploitant jugeait bon d'installer, en cours d'exploitation, sous sa seule responsabilité et à ses frais, après accord de l'Abonné, des appareils complémentaires, ceux-ci resteraient la propriété de l'Exploitant qui pourrait les retirer à ses frais à tout moment après en avoir avisé l'Abonné. L'Exploitant en assurera l'entretien et le bon fonctionnement.



## **CHAPITRE III**

### **ABONNEMENTS ET RACCORDEMENTS**

#### **ARTICLE 15. DEMANDE D'ABONNEMENT**

Tout propriétaire ou gestionnaire de locaux situés sur les zones desservies par le réseau de chaleur et de froid, peut demander à l'EPA Paris Saclay<sup>1</sup> d'être raccordé au réseau.

L'EPA Paris Saclay<sup>1</sup> peut surseoir à accorder ou refuser une demande d'abonnement ou limiter la puissance pouvant être souscrite si l'importance de celle-ci nécessite la réalisation d'une modification du réseau.

#### **ARTICLE 16. CONDITIONS FINANCIERES DU RACCORDEMENT**

Les conditions financières d'accès à ce service sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPA Paris Saclay<sup>1</sup>.

#### **ARTICLE 17. REGLES GENERALES CONCERNANT LES ABONNÉS RACCORDÉS**

Les abonnements sont conclus pour une durée de 15 ans.

Trois mois au moins avant l'arrivée à échéance de l'abonnement, l'Exploitant informe l'Abonné par lettre recommandée avec accusé de réception, de la faculté qui lui est offerte de ne pas reconduire ledit abonnement. A défaut de résiliation avant la date d'échéance de l'abonnement, l'abonnement se renouvelle par tacite reconduction par période de 1 an.

Les abonnements sont cessibles à un tiers à toute époque de l'année, moyennant information préalable de l'Exploitant avec un préavis de dix (10) jours.

L'ancien Abonné, ou dans le cas d'un décès, ses héritiers ou ayant droits, restent responsables vis-à-vis de l'Exploitant de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

L'Abonné peut à tout moment résilier sa Police d'abonnement par lettre recommandée adressée à l'Exploitant en respectant un préavis de six (6) mois. Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est fermé et les compteurs peuvent être enlevés. Les frais de fermeture sont à la charge de l'Abonné et feront l'objet d'un devis par l'Exploitant.

---

<sup>1</sup> L'EPA Paris Saclay agissant en tant qu'aménageur



En cas (i) de résiliation de sa Police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable à l'Exploitant, hors cas de force majeure, d'inexécution du contrat par l'Exploitant ou de cause légitime, ou (ii) de diminution de sa puissance souscrite définie à l'ARTICLE 11, l'Abonné verse à l'Exploitant une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages ; cette indemnité est calculée au prorata de la partie fixe de la redevance R2 , représentative des investissements, pour les années restant à courir jusqu'à l'échéance normale de sa souscription.

$$\text{Indemnité} = \sum_{n=1}^{Da} R24 \times P_i \times \left(\frac{1}{1+a}\right)^n$$

Avec les facteurs suivants :

- R24, redevance unitaire annuelle applicable à l'Abonné (valeur à la date de la résiliation) ;
- $P_i$ , puissance totale (chaleur pour le chauffage, chaleur pour l'ECS et froid) souscrite initialement par l'Abonné ;
- $D_a$ , durée en année (prorata temporis de la date de résiliation à l'échéance normale de la souscription) ;
- $a$  (taux d'actualisation) = 2%

## ARTICLE 18. TARIFICATION

L'Exploitant est autorisé à vendre la chaleur et le froid aux Abonnés, aux tarifs de base maximaux ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée.

Les tarifs appliqués aux Abonnés sont fixés et approuvés par l'Exploitant et comprennent un élément proportionnel (R1) et un terme fixe (R2).

### 18.1. R1

Le R1 intègre le coût des énergies primaires, quant à leur nature, quantité et qualité, pour assurer la fourniture de chaleur destiné au chauffage et à l'eau chaude sanitaire et de froid. Pour l'eau chaude sanitaire, le terme R1 dépend uniquement du nombre de kWh consommés. Pour le chauffage et le froid, le terme R1 se décompose comme suit :

- R1e : fonction de la consommation en énergie (kWh)
- R1v : fonction du volume ( $m^3$ ) qui transite dans l'échangeur

$$R1 = R1e + R1v$$



## Tarification du réseau de chaleur et de froid de Paris Saclay

Terme R1 en € HT, valeur Janvier 2015

Fourniture	HIVER (Du 1 <sup>er</sup> décembre au 29 février)		ETE (Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août)		MI-SAISON (En dehors des périodes HIVER et ÉTÉ)	
	R1e €/HT/MWh	R1v €/HT/m3	R1e €/HT/MWh	R1v €/HT/m3	R1e €/HT/MWh	R1v €/HT/m3
FROID	0,00	0,1	32,00	0,15	12,00	0,15
CHAUD pour ECS	32,81	X	32,81	X	32,81	X
CHAUD	29,85	0,1	14,78	0,1	29,85	0,1

### 18.2. R2

Le terme R2 est réparti entre les Abonnés selon la puissance qu'ils souscrivent, représentant la somme des coûts fixes annuels suivants :

- R21 : redevance couvrant les coûts de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations de production et de distribution d'énergie ;
- R22 : redevance couvrant les prestations de conduite, d'entretien et de maintenance courante, frais administratifs (redevances, cotisation économique territoriale, impôts, frais divers...), nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires.
- 

Ce terme de la redevance est égal au produit de la puissance souscrite et du coefficient  $R2=R21+R22$ .

Valeur janvier 2015  $R2_0 = R21_0 + R22_0$ :

- Chaud : 27 € HT / KW
- Chaud pour Eau chaude sanitaire : 27 € HT / KW
- Froid : 27 € HT / KW



### 18.3. R23

Le terme R23 est réparti entre les Abonnés selon la puissance qu'ils souscrivent, représentant la somme des coûts fixes annuels couvrant les prestations de maintenance lourde.

Ce terme de la redevance est égal au produit de la puissance souscrite et du coefficient R23.

Valeur janvier 2015 R23<sub>0</sub> :

- Chaud : 4 € HT / KW
- Chaud pour Eau chaude sanitaire : 4 € HT / KW
- Froid : 4 € HT / KW

### 18.4. R24

Le R24 est le terme de la redevance couvrant l'amortissement et le financement des investissements, et le renouvellement des installations.

Il est égal au produit de la puissance souscrite et du coefficient R24.

Valeur R24<sub>0</sub> janvier 2015 :

- Chaud : 27 € HT / KW
- Froid : 27 € HT / KW
- Chaud pour Eau chaude sanitaire : 27 € HT / KW

## ARTICLE 19. INDEXATION DES TARIFS ET REDEVANCES

Les éléments figurant dans les prix et tarifs indiqués à l'ARTICLE 18 font l'objet d'une révision mensuelle, selon les formules suivantes :

### 19.1. R1

Cet élément est révisé mensuellement en fonction du prix des énergies primaires mises en œuvre pour la production de l'énergie : gaz naturel et électricité

$$R1 = a \times P1_g + b \times P1_e \quad \text{avec :}$$

R1 = redevance R1 au moins considéré ;

P1<sub>g</sub> = prix du gaz au mois considéré ;

P1<sub>e</sub> = prix de l'électricité au mois considéré ;

a = fraction du R1 proportionnelle au prix du gaz ;



b = fraction du R1 proportionnelle au prix de l'électricité;

et tels que a + b = 1

Les valeurs de a et b sont précisées dans le tableau ci-contre :

<b>Indexation du R1 par rapport aux évolutions des énergies primaires</b> <b>R1 = a X P1gaz + b X P1électricité</b>						
Fourniture	HIVER (Du 1 <sup>er</sup> décembre au 29 février)		ETE (Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août)		MI-SAISON (En dehors des périodes HIVER et ÉTÉ)	
	R1e €HT/MWh	R1v €HT/m3	R1e €HT/MWh	R1v €HT/m3	R1e €HT/MWh	R1v €HT/m3
<b>FROID</b>	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1
<b>CHAUD pour ECS</b>	a = 0,5 b = 0,5	X	a = 0 b = 1	X	a = 0 b = 1	X
<b>CHAUD</b>	a = 0,5 b = 0,5	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1	a = 0 b = 1

### 19.1.1. Révision du prix du gaz

$$P1_g = P1_{g0} \times kg$$

Formule dans laquelle :

$$kg = a \times \frac{TCT}{TCT_0} + b \times \frac{AboD}{AboD_0} + c \times \frac{TVD}{TVD_0} + d \times \frac{MOL}{MOL_0}$$

Avec :

a = 14,8%

b = 1,3%

c = 15,1%

d = 68,8%

→ TCT: Terme de capacité sur le réseau de transport.

La valeur connue au **31/12/2014** est la suivante :  $TCT_0 =$

**252.08 €/MWh.jour** pour un niveau de tarification régionale

(NTR) = 2

(01/04/2014)



→ TCD: Terme de capacité de distribution

La valeur connue au 30/12/2014 est la suivante :  $TCD_0 = 728.40 \text{ €/an}$

(01/07/2014)

→ TVD: Terme Variable de Distribution.

La valeur au **30/12/2014** est la suivante :  $TVD_0 = 5,44 \text{ €/MWh PCS}$  (01/07/2014)

→ MOL: Indice Gaz PEG Nord Month Ahead (Source : [www.powernext.com](http://www.powernext.com))

La valeur au **30/12/2014** est la suivante :  $MOL_0 = 23,19 \text{ €/MWh PCS}$ .

(janv-2015)

La mise à jour des indices TCT, TCD et TVD fait l'objet d'une délibération de la Commission de Régulation de l'Energie, publiée au Journal Officiel

Les taxes sont refacturées à l'euro l'euro.

→ TICGN : Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel

La valeur au **30/12/2014** est la suivante :  $TICGN_0 = 1,27 \text{ €/MWh PCS}$

→ CTSS: Contribution au tarif spécial de solidarité

La valeur au **30/12/2014** est la suivante :  $CTSS_0 = 0,2 \text{ €/MWh PCS}$  (01/01/2014)

→ Cbiom: Contribution à l'injection de biométhane sur les réseaux de gaz

La valeur au **30/12/2014** est la suivante :  $Cbiom_0 = 0,0072 \text{ €/MWh PCS}$  (01/12/2014).

→ CTA: Contribution Tarifaire d'acheminement

La valeur connue au 30/01/2015 est la suivante :  $CTA = 214,89 \text{ €/an}$

En cas d'évolution de la réglementation relative à l'acheminement et aux obligations de stockage entraînant de nouveaux coûts, ces derniers seront également répercutés par le Fournisseur au Client en toute transparence.

### 19.1.2. Révision du prix de l'électricité

Le tarif électrique est révisé selon la formule suivante :

$$P1_e = P1_{e0} \times ke$$

Formule dans laquelle :

$$ke = \frac{IPP}{IPP_0}$$



- IPP : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - CPF 35.11 - Électricité tarif vert A5 option base - Base 2010 - (FM0D351107) Indice INSEE : 001653964

La valeur connue au 30/01/2015 est la suivante : **IPP<sub>0</sub> = 126.5 (08/2015)**

Les taxes sont refacturées à l'euro l'euro.

- TICFE: Taxe Intérieure sur la Consommation finale d'électricité

La valeur au **30/12/2014** est la suivante : **TICFE<sub>0</sub> = 0,5 €/MWh**

- CSPE: Contribution au service public de l'électricité

La valeur au **30/12/2014** est la suivante : **CSPE<sub>0</sub> = 16,50 €/MWh PCS (01/01/2014)**

- CTA: Contribution tarifaire d'acheminement

La valeur au **30/12/2014** est la suivante : **CTA<sub>0</sub> = 5,5% du montant de l'abonnement annuel (01/12/2014).**

## 19.2. Élément tarifaire fixe R2

Chaque élément constitutif du terme R2 est révisé par application des formules suivantes:

### 19.2.1. R21 + R22

$$(R21 + R22) = (R21_0 + R22_0) * (0,10 + 0,75 * (ICTrev TS-IME / ICTrev TS-IME_0) + 0,15 * (FSD2 / FSD2_0))$$

Avec

- R22 = R22 au mois de réalisation de la prestation
- R22<sub>0</sub> = prix du R22 au mois zéro
- ICTrev-TS IME = indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés Industries mécaniques et électriques, tel que publié sur le site internet de l'INSEE, au mois de réalisation de la prestation
- FSD2 = Indice Frais et services divers publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment", au mois de réalisation de la prestation.

Les valeurs initiales des paramètres correspondant au « mois zéro » sont :

- ICTrev-TS IME<sub>0</sub> = 114,2
- FSD2<sub>0</sub> = 124,1

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue, une révision provisoire est opérée sur la base du dernier indice connu à la date de facturation. L'Exploitant procède à la révision définitive dès que les indices correspondants sont publiés, ou en fin de chaque année.

### 19.2.2. R23

La révision est opérée par application de la formule suivante :





$$R23 = R23_0 * (0,10 + 0,90 * (BT40 / BT40_0))$$

Avec

- R23 = prix du R23 au mois de réalisation de la prestation
- R23<sub>0</sub> = prix du R23 au mois zéro
- BT40 = l'index national de Bâtiment " Chauffage central ", base 104,4 en octobre 2014, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ou toute autre revue spécialisée, au mois de réalisation de la prestation.

Les valeurs initiales des paramètres correspondant au « mois zéro » sont :

- BT40<sub>0</sub> = 104,0

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue, une révision provisoire est opérée sur la base du dernier indice connu à la date de facturation. L'Exploitant procède à la révision définitive dès que les indices correspondants sont publiés, ou en fin de chaque année.

### 19.2.3.R24

Le terme R24 est indexé sur l'inflation. Il est constant sur la durée de la Police d'abonnement. Sa valeur est calculée à la signature de la Police d'abonnement et à chaque échéance de renouvellement de la Police de la façon suivante :

$$R24 = R24_0 \times I / I_0$$

Avec :

- R24 = prix du R24 au mois de signature de la Police d'abonnement ;
- R24<sub>0</sub> = prix du R24 au mois zéro
- I = indice des prix à la consommation deux mois précédant la signature de la Police d'abonnement ;
- I<sub>0</sub> = indice des prix à la consommation deux mois précédant la signature de la Police d'abonnement ;

Les valeurs initiales des paramètres correspondant au « mois zéro » sont :

- I<sub>0</sub> = 125,99 (valeur octobre 2015)
- Lorsque la valeur finale de l'indice n'est pas connue, une révision provisoire est opérée sur la base du dernier indice connu à la date de signature de la Police. L'Exploitant procède à la révision définitive dès que les indices correspondants sont publiés.

## ARTICLE 20. REMUNERATION POUR SERVICES AU RESEAU

En fonction des périodes, des garanties et des caractéristiques techniques, la Police d'abonnement pourra définir une rémunération pour l'Abonné notamment dans les cas suivants :

- Abonné qui présente un profil énergétique permettant les échanges, valorisations et récupérations énergétiques ;
- Abonné disposant d'équipements de production pouvant apporter un service au réseau ;
- Valorisation d'une capacité d'effacement ayant une valeur pour le réseau ;
- Dispositifs innovants.



## CHAPITRE IV

### MODALITES DE PAIEMENT DES PRESTATIONS DUES

#### ARTICLE 21. FACTURATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

##### 21.1. Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur et du froid donne lieu à des versements échelonnés, déterminés dans les conditions suivantes :

###### 21.1.1. Redevance proportionnelle R1

Les unités de facturation de la redevance proportionnelles sont :

- Energie calorifique pour le chauffage : les MWh et le m<sup>3</sup> mesurés au compteur d'énergie ;
- Energie calorifique pour l'ECS : les MWh mesuré au compteur d'énergie ;
- Energie frigorifique : les MWh et le m<sup>3</sup> mesurés au compteur d'énergie.

A la fin de chaque mois, l'Exploitant présentera une facture établie sur les bases des quantités consommées et mesurées pendant le mois écoulé par relevé des compteurs, par le prix proportionnel fixé.

Le terme R1 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus selon la formule définie à l'ARTICLE 18.

###### 21.1.2. Redevance fixe R2

L'unité de facturation de la redevance fixe est la puissance souscrite totale en kW : « chauffage + eau chaude sanitaire + froid ».

A la fin de chaque mois, l'Exploitant présentera une facture d'acompte correspondant au 1/12<sup>ème</sup> du montant de la redevance fixe annuelle calculée à partir du prix de base de la souscription.

Le terme R2 sera révisé à chaque facturation en fonction des derniers barèmes et indices connus selon la formule définie à l'ARTICLE 18.

##### 21.2. Conditions de paiement

Le montant des factures est payable dans les 30 jours de leur présentation.

Un Abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, l'Exploitant doit établir une facture corrective ou un avoir..

En cas de non-paiement des factures dans le délai de 30 jours à compter de leur envoi, l'Exploitant mettra en œuvre la procédure définie au décret n° 2008-780 du 13 août 2008, modifié par le décret 2014-274 du 27 février 2014 et relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ou de tout autre disposition législative ou réglementaire en vigueur.



Au cas où la fourniture aurait été interrompue, et ce conformément au droit en vigueur, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'Abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter d'un délai de quinze (15) jours après la date limite de paiement des factures, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur.

L'Exploitant peut subordonner la reprise de la fourniture au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

Tout changement d'Abonné ou toute modification de sa situation juridique rend immédiatement exigible le montant des factures provisoires et de la facture définitive même non encore échus.

### **21.3. Réduction de la facturation**

a°) Redevances proportionnelles (terme R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b°) Redevances fixes (terme R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard, d'interruption ou d'insuffisance du chauffage et/ou du froid et/ou de l'ECS diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage et d'alimentation en froid, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des parties fixes des abonnements (R2).

En cas de retard ou d'interruption, la réduction est égale à 0.4% du terme R2 le premier jour, de 0,5% le deuxième jour, puis de 0.6% par jour à partir du 3ème jour;

En cas d'insuffisance, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour un retard ou une interruption de même durée.

Les réductions de facturation sont appliquées automatiquement par l'Exploitant et notifiées aux Abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.

## **ARTICLE 22. FRAIS DE FERMETURE ET DE REOUVERTURE**

Les frais de fermeture et de réouverture du branchement sont à la charge de l'Abonné sauf à ce que la fermeture et la réouverture soient de la seule responsabilité de l'Exploitant. Ils feront l'objet d'un devis détaillé de la part de l'Exploitant.



## **CHAPITRE V**

### **DISPOSITIONS D'APPLICATION**

#### **ARTICLE 23. DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement entre en vigueur à la date du XXXX ou, le cas échéant, de l'avenant ayant pour objet de modifier le présent règlement.

#### **ARTICLE 24. MODIFICATION DU REGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'Exploitant. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'à condition d'avoir été portées à la connaissance des Abonnés par l'Exploitant dans un délai de 3 mois avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement.

#### **ARTICLE 25. AUTORITE COMPETENTE EN CAS DE LITIGE**

Le Tribunal administratif de Versailles est l'autorité compétente en cas de litige.